PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

C C A S DU LUNDI 19 DECEMBRE 2022 A 17 HEURES 45

PRESENTS : MMES TEISSEIRE /VALLOGNES /VERNOLO /HUGUET

MESSIEURS : RUIS /BROUZET/ PONTIC

ABSENTS : Messieurs CHAPLIN - COMBARNOUS

Procurations de M CHAPLIN A M BROUZET
M COMBARNOUS A M RUIS

SECRETAIRE DE SEANCE : ALEXANDRA TEISSEIRE

APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 10/10/2022

VOTE POUR A L'UNANIMITE DES PRESENTS

Mme Virginie VALLOGNES est arrivée à 17h50

Le quorum étant atteint le CA peut librement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

1/ CHOIX PUBLICITE DES ACTES

M. le Vice-Président informe les membres présents :

L'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021, suivie du décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021, procèdent à la réécriture de l'article L. 2131-1 à L.2131-12 du CGCT afin de faire, à compter du 1er juillet 2022, de la dématérialisation le mode de publicité de droit commun des actes pris par les autorités locales, dans les conditions prévues au nouvel article R. 2131-1 du CGCT.

Toutefois, et par dérogation, l'article L. 2131-1 du CGCT laisse aux communes de moins de 3 500 habitants le choix entre l'affichage, la publication papier ou la publication électronique de ses actes.

Pour ce faire, ces communes et leur établissements publics peuvent délibérer afin de choisir expressément le mode de publicité qui s'appliquera à compter du 1er juillet 2022. À défaut de délibération sur ce point, le régime dématérialisé s'appliquera automatiquement. L'assemblée délibérante peut modifier ce choix à tout moment.

Il est à noter que la tenue des procès-verbaux au format électronique s'accompagne obligatoirement de la tenue d'un registre au format papier et qu'un exemplaire papier est exigé au titre de l'information du public. Il en va de même des délibérations (registre papier et mise à disposition du public restent obligatoires).

En outre, l'option de publier les actes par voie dématérialisée est conditionnée par certains pré-requis techniques (signature électronique, système d'archivage numérique normé).

Au vu de ce qui précède, il est proposé au conseil d'administration de décider d'opter pour la publication papier des actes du CCAS pour la durée du mandat, ce choix pouvant toutefois être modifié à tout moment.

VOTE POUR A L'UNANIMITE DES PRESENTS

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA SEANCE EST LEVEE A 18 HEURES 00